

1^{er} octobre, les retraité·es au rendez-vous de la lutte !

Plus de 60 000 retraité·es se sont mobilisé·es, le 1^{er} octobre à l'appel de l'UCR-CGT, de la FSU et de Solidaires pour exiger la revalorisation des pensions de 10 % immédiatement, un développement des services publics sur l'ensemble du territoire et l'accès à la santé et aux soins pour toutes et tous.

Cet appel a été relayé au niveau européen par la Ferpa dans le cadre de la journée de mobilisation contre l'austérité.

Ce 1^{er} octobre était aussi la rentrée du Premier ministre et de son gouvernement, avec la déclaration de politique générale prononcée devant l'Assemblée nationale.

Alors que près d'un tiers de la population française est composée de retraité·es, que nombre d'entre elles et eux sont en difficulté due à la faiblesse du niveau des pensions, au manque de services publics de proximité et plus particulièrement des services de santé, le Premier ministre n'a pas daigné répondre à leurs revendications.

En revanche, les retraité·es des secteurs de l'éducation nationale sont invité·es à reprendre du service pour aider, conseiller les enseignant·es en poste. Tandis que le cumul emploi-retraite, pour les médecins retraité·es, sera facilité pour qu'ils puissent à nouveau exercer et ainsi pallier les manques de médecins dans les territoires.

Rien sur la revalorisation des pensions, peu sur le logement, les services publics et pas grand-chose sur la santé !

Pire, le ministère de l'Économie vient de confirmer que 2024 sera une année blanche en termes de revalorisation des pensions. Comme si cela ne suffisait pas, les pensions ne seront revalorisées qu'à compter du 1^{er} juillet 2025 au lieu du 1^{er} janvier.

Cette mesure participe de la volonté du gouvernement Barnier de réduire les dépenses et le déficit public à 5 % du PIB pour 2025 et permettra de faire une économie de 3 milliards d'euros, si les prévisions d'inflation à 1,8 % pour 2025 s'avèrent justes.

Un discours de politique générale qui se situe dans la lignée des gouvernements précédents et qui ravit en partie l'extrême-droite. Une allocution qui ne comporte aucune mesure pour répondre à la précarité grandissante des retraité·es, à leur isolement face à la fermeture des services publics de proximité et plus particulièrement ceux en lien avec la santé.

Plus que jamais, les retraité·es doivent rester mobilisé·es !

L'UCR-CGT appelle les retraité·es à se réunir et à débattre d'une nouvelle perspective d'action pour exiger :

- une revalorisation immédiate des pensions d'au moins 10 % et des mesures solidaires pour les petites pensions ;
- des services publics de proximité sur l'ensemble du territoire ;
- des mesures d'envergure pour permettre à toutes et tous de se soigner.